

M. Trudeau: Ce n'est pas une nouvelle tendance qui se manifeste au Canada, monsieur l'Orateur. Six ans après la confédération, voici ce que disait l'éminent parlementaire libéral, Edward Blake:

L'avenir du Canada, à mon avis, est subordonné dans une large mesure à la culture d'un esprit national... nous devons trouver un motif commun de nous unir, une aspiration commune à partager et je crois qu'on y parviendra uniquement en cultivant l'esprit national dont j'ai parlé.

Ce n'est pas en abandonnant ses pouvoirs aux provinces dans des domaines très importants que le gouvernement actuel renforcera cet esprit national.

J'aimerais également citer les propos de M. Henri Bourassa, nationaliste canadien connu des députés de tous les côtés de la Chambre, qui pendant 40 ans, je pense, s'est acquitté avec distinction de ses devoirs de député à la Chambre. Ayant remarqué la nouvelle tendance qui se faisait jour, et elle est très semblable à celle que l'on observe actuellement au Canada,—et que nous avons critiquée au cours de notre campagne électorale, monsieur l'Orateur—M. Bourassa avait lancé l'avertissement que voici:

... il y a un patriotisme ontarien, un patriotisme québécois ou un patriotisme de l'ouest, fondé sur l'espoir que chaque région peut l'emporter sur les autres, mais il n'y a pas de patriotisme canadien et sans cela, la nation canadienne ne peut exister.

C'est ce que nous demandons au gouvernement, monsieur l'Orateur—de créer un esprit national et de présenter des programmes qui ne reviennent pas à un abandon de ses responsabilités. Je pense que le premier ministre est influencé par M. Jim Gillies qui, comme nous le savons, a été député à la Chambre. D'après le *Globe and Mail* du 27 août, celui-ci a déclaré que pour un conservateur traditionaliste, la meilleure façon de gouverner, c'est de ne pas gouverner, dans l'acception la plus étroite du terme.

Je pense que c'est ce qui se passe dans le gouvernement actuel, monsieur l'Orateur. Voilà ce qu'est le néo-conservatisme: c'est l'impression que le gouvernement ne peut pas gouverner. Je pense qu'il a de bonnes raisons de douter de lui-même, monsieur l'Orateur. Il est animé du sentiment qu'il ne peut pas gouverner, donc qu'il faut laisser gouverner les provinces car elles peuvent le faire. Elles peuvent avoir les sociétés de la Couronne. Les provinces peuvent avoir leurs sociétés de l'énergie. Elles peuvent organiser leurs économies respectives et se servir de la société de la Couronne comme d'un outil pour servir leur population. Mais le gouvernement actuel croit qu'aucun gouvernement n'est meilleur que les autres. Il dépérit à vue d'œil et l'âme du Canada dépérit avec lui. De ce côté-ci, nous combattons cette tendance dans toute la mesure du possible.

● (1550)

Pendant la période des questions, nous avons entendu le gouvernement, le premier ministre, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et le ministre des Finances expliquer tant bien que mal qu'on allait bientôt arriver à un accord sur le prix de l'énergie, peut-être pas cette semaine ni la semaine prochaine, peut-être pas non plus ce mois-ci ni le mois prochain. J'espère que ce sera l'année prochaine, monsieur l'Orateur, parce qu'à ce moment-là, l'accord établi par notre gouvernement lorsque nous étions au pouvoir expirera. Au lieu de cela, qu'avons-nous entendu? Nous avons perçu des indices d'une accélération possible du rythme des hausses de prix. Comme les députés de ce côté-ci l'ont fait remarquer, une

L'Adresse—M. Trudeau

accélération ferait presque inévitablement grimper le taux d'inflation à 10 p. 100 et plus et ralentirait l'économie dans les provinces consommatrices d'énergie.

Je n'ai pas besoin de rappeler à la Chambre que le problème qui consiste à assurer aux Canadiens des approvisionnements d'énergie suffisants à un prix qu'ils peuvent payer est la question économique la plus urgente et la plus difficile que le Parlement devra régler. Comment ne pas s'alarmer en voyant l'aggravation de la crise énergétique dans le monde et les tergiversations et hésitations dans lesquelles le gouvernement se complaît en matière d'énergie depuis les élections? Comment ne pas s'alarmer quand on sait que cette vaine hésitation ne fait que relancer l'inflation? Le gouvernement n'a pas montré qu'il était en mesure de maîtriser ce problème. Je dirais même que l'action gouvernementale des quatre derniers mois ne peut qu'inquiéter vivement les Canadiens. Je veux parler tout d'abord de la liquidation des ententes que nous avions passées avec nos fournisseurs étrangers, des chassés-croisés sur les prix de l'énergie, de la capitulation secrète des pouvoirs fédéraux dans le domaine de la défense des ressources marines, et des attermoissements au sujet de Petro-Canada.

Au cours des deux dernières années, Monsieur l'Orateur, nous avons signé des accords avec le Venezuela et le Mexique pour garantir provisoirement l'approvisionnement énergétique de l'Est de notre pays. C'est ensuite par milliards de dollars que les pays producteurs auraient réinvesti leurs profits pétroliers en achetant des biens canadiens. Mais que sont devenues ces ententes? Sont-elles compromises? Va-t-on les appliquer? Le gouvernement pourra-t-il réaliser ce que nous avons obtenu autour de la table de négociations?

Il a fallu que les conservateurs viennent au pouvoir pour se rendre compte que la question des relations fédérales-provinciales n'est pas une discussion de salon. Les désaccords des premiers ministres provinciaux avec Ottawa ou entre eux ne tiennent pas à de simples conflits de personnalité. Ils existent par ce que les intérêts sont divergents. Le désaccord qui existe entre les trois grands dirigeants conservateurs, M. Lougheed, M. Davis et le grand chef, en face, est plus profond aujourd'hui qu'il y a dix ans. Si le premier ministre escompte affirmer son autorité, il faudra plus que des réunions secrètes à Toronto, Calgary et Montréal. Il devra prendre les mesures draconiennes qui s'imposent dans l'intérêt de tous les Canadiens, des mesures qui ne feront pas plaisir à tout le monde, mais qui assureront de nouvelles sources d'énergie. Cette énergie devra se vendre à un prix équitable, un prix qui ne coule pas le budget des familles qui s'inquiètent de savoir combien elles paieront leur huile à chauffage cet hiver et, dans certaines régions, s'il y aura suffisamment d'huile pour tout le monde. Le premier ministre doit penser à ceux qui se rendent à leur travail en automobile et qui s'inquiètent de savoir si l'essence augmentera de 10, de 20 ou de 30c. le gallon cet hiver.

Le long été pendant lequel les conservateurs nous ont servi des platitudes depuis leurs refuges en montagne tire à sa fin; les réalités de l'automne et de l'hiver sont là. Les Canadiens veulent savoir où va le gouvernement dans le domaine de l'énergie. Quelle est la position du gouvernement? Notre position était claire et elle le demeure. Nous avons subventionné le consommateur. Nous avons permis une augmentation de prix tout juste suffisante pour stimuler la production. Nous